

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

AUXERRE, le 31 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SA MATERIAUX ROUTIERS FRANCILIENS

10 carrefour Charles de Gaulle
94380 BONNEUIL SUR MARNE

Références : 230256
Code AIOT : 0025500062

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2023 dans l'établissement SA MATERIAUX ROUTIERS FRANCILIENS implanté Quai des Basses Veuves, 89140 Pont-sur-Yonne. L'inspection a été annoncée le 04/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA MATERIAUX ROUTIERS FRANCILIENS
- Quai des Basses Veuves, 89140 Pont-sur-Yonne
- Code AIOT : 0025500062
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation inspectée est une carrière de sables et graviers exploitée par DLB.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Arrêté préfectoral d'autorisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.6.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.11.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.12.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
13	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.14	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Capacité de production et durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.4.1	/	Sans objet
3	Capacité de production et durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.4.2	/	Sans objet
4	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.5	/	Sans objet
9	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.11.5.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.12.3.5.3	/	Sans objet
15	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 5.2.2.2.2.1	/	Sans objet
16	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 5.2.2.2.2.2	/	Sans objet
17	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 5.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est peu exploitée et l'exploitant envisage de demander une prolongation de son arrêté préfectoral. Un certain nombre de non-conformités ont été relevées durant l'inspection pour lesquelles il est demandé à l'exploitant un plan d'action pour les résorber.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Phasages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 3 phases dont 2 quinquennales (cf annexe 1). CF TABLEAU ARTICLE 1.2.3
Constats : La phase 1 n'a pas été exploitée car en bordure de l'Yonne avec une grande épaisseur de limon (environ 3 m) difficile à extraire à la pelle mécanique. L'exploitation s'effectue sur la phase 2 et 3 en parallèle selon les besoins en matériaux. L'exploitation ne se déroule pas selon le plan de phasage de la carrière prévu initialement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Capacité de production et durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : En application de l'article R.512-53 du code de l'environnement, la présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure. L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 14 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site (cf. article 1.7.5). L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 2 ans au moins avant l'échéance de la présente autorisation. L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.
Constats : L'autorisation d'exploiter est accordée jusqu'au 12/06/2026 selon l'arrêté préfectoral du site. L'exploitant souhaite prolonger l'exploitation du site. Il prévoit pour cela de déposer un porter à connaissance auprès de la Préfecture. Il est invité à déposer pour cela sa demande de modification via le formulaire DOSEP disponible sous : www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/declarer-une-modification-dans-une-icpe-a8521.html
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Capacité de production et durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.4.2
Thème(s) : Situation administrative, Capacité de production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le tonnage total de matériaux à extraire est de 485 500 tonnes. La production brute maximale annuelle et la production moyenne par phase de matériaux extraits doit être la suivante (les phases 1 et 2 sont quinquennales) : Phase 1 : Max 50 000 tonnes – Moyenne 45 900 t Phase 2 : Max 50 000 tonnes – Moyenne 37 600 t Phase 3 : Max 50 000 tonnes – Moyenne 34 000 t
Constats : Quantités extraites les dernières années : - 2022 : 0 T - 2021 : 1 200 tonnes - 2020 : 7 564 tonnes - 2019 : 9 509 tonnes Le tonnage annuel extrait est très inférieur à la production annuelle maximale prescrite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Périmètre d'éloignement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, excepté le long de la parcelle A51 ou une partie de la bande des 10 mètres de la parcelle ZA130 peut être exploitée sous réserve que l'exploitant ait la maîtrise foncière de la parcelle A51. L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. La distance minimale séparant les limites de l'extraction des limites du lit mineur de l'Yonne s'établit à 100 mètres.
Constats : Le plan d'ensemble de novembre 2021 a été présenté. Sur le plan, la limite des 10 m pour les 3 zones en cours d'exploitation par rapport au périmètre de l'autorisation ainsi que la distance de 100 m par rapport à l'Yonne sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.6.4
Thème(s) : Situation administrative, Renouvellement des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins six mois avant la date d'échéance de l'acte de cautionnement. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes définies par l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié.
Constats : Le dernier acte de cautionnement solidaire disponible a expiré le 12 juin 2022. L'exploitant doit attester du renouvellement de ses garanties financières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.11.2
Thème(s) : Situation administrative, Bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement susvisé.
Constats : Sur site, aucune borne n'a pu être vue. L'exploitant a indiqué qu'il allait réaliser un plan de bornage avec photos qu'il fournirait à l'IIC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.11.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant constitue en liaison avec un hydrogéologue, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins 3 piézomètres par zone exploitée, 2 situés en aval et 1 en amont de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe. Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site. Lorsque les piézomètres sont localisés hors du site, sur des propriétés, publiques ou privées, une convention relative aux conditions d'accès et de réalisation des prélèvements doit être signée avec chacun des propriétaires concernés. Chaque convention est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Sur site, sont disposés 11 piézomètres. Lors de l'inspection, un piézomètre cadenassé a été vu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.12.3.2
Thème(s) : Situation administrative, Epaisseur d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'extraction de sables et graviers est réalisée sur une épaisseur maximale de 5,50 m. En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de 50,80 m NGF.
Constats : Sur le plan d'exploitation, les cotes NGF au niveau des 2 zones d'extraction ne sont pas indiquées. La cote mini n'a pas pu être vérifiée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.12.3.5.3
Thème(s) : Situation administrative, Registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi. Ce registre renseigné hebdomadairement doit être tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Il précise le nom du destinataire, la date du prélèvement, le type et la quantité de matériaux extraite, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Un bon de sortie dûment complété et signé par la personne en charge du registre est joint au registre.
Constats : Un registre de suivi de la destination des matériaux extraits est disponible via l'ERP de l'exploitant (SAP). Une vérification par sondage a été effectuée. Le bon de sortie correspondant était bien disponible à l'accueil du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 1.14
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'évolution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m,- les positions des fronts,- les cotes d'altitude des points significatifs dont la cote du carreau,- les zones remises en état,- les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement,...),- les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,- les bornes ,- les piézomètres. <p>Ce plan, mis à jour annuellement, doit être transmis tous les 5 ans à l'inspecteur des installations classées ainsi qu'à l'occasion de chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières.</p>
Constats : Le plan d'ensemble vu sur site était daté de novembre 2021. Les cotes au niveau des zones d'extraction sont à indiquer et la légende pour les zones remises en état à revoir.
Observations : L'exploitant a indiqué qu'il fournirait à l'IIC le dernier plan de 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 5.2.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences et modalités de l'autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le niveau piézométrique est relevé mensuellement.
Constats : Le relevé mensuel du niveau des piézomètres pour 2022 a été présenté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 5.2.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences et modalités de l'autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants : Ph, conductivité, turbidité, DBO5, DCO, hydrocarbures totaux. Une carte indiquant les niveaux isopièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement.
Constats : Le suivi de l'autosurveillance des piézomètres a été présenté et comporte les mesures des différents polluants prévus par l'arrêté préfectoral du site. Les analyses ont été faites le 21/04/22 et 17/01/23 par manque de personnel en décembre 2022.
Observations : L'exploitant veillera à respecter la fréquence d'analyses prescrite par son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi, interprétation et diffusion des résultats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dès l'ouverture de la carrière puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué suivant les points définis dans le dossier de demande (zones à émergence réglementée), indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.</p> <p>5.3.2 Actions correctives</p> <p>L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du chapitre 7.2, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>5.3.3 Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance</p> <p>Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 5.2 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions d'amélioration si ces résultats montrent des non-conformités aux dispositions du présent arrêté. Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 5.2 sont conservés pendant toute la durée de la présente autorisation.</p>
<p>Constats : Dernière mesure de la situation acoustique effectuée par ENCEM en novembre 2022. Le rapport conclut au respect des émergences sonores.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet